

Panorama des administrations publiques 2021

Profil de pays



France

La France a les dépenses publiques les plus élevées parmi les pays de l'OCDE.

Les dépenses publiques s'élevaient à 55.6% du PIB de la France en 2019, les plus élevées au sein de l'OCDE (graphique 2.22). Le principal moteur sont les dépenses sécurité sociale s'élevant à 23.9% du PIB, presque le double de la moyenne de l'OCDE de 13.3% (graphique 2.25).

Chapitre 2 – Finance publique et économie



[Graphique 2.22. Dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB, 2007, 2019 et 2020](#)



[Graphique 2.25. Dépenses des administrations publiques par fonction, en pourcentage du PIB, 2019](#)

La France peut agir davantage pour promouvoir la diversité et l'inclusivité au sein du secteur public et de la vie publique.

La France se classe cinquième selon l'indice pilote sur l'accroissement de la diversité des effectifs de l'administration centrale (Graphique 6.5), mais vingt-septième pour la part de femmes dans les postes d'administration intermédiaire dans le secteur public. La France a également la plus faible part de parlementaires de moins de 40 ans parmi les pays de l'OCDE (7.6%, graphique 3.12).

Chapitre 3 – Emploi public



[Graphique 3.12. Pourcentage de parlementaires âgés de moins de 40 ans et pourcentage de 20-40 ans dans la population en âge de voter, 2020](#)

Chapitre 6 – La gestion des ressources humaines



[Graphique 6.5. Indice pilote : accroissement de la diversité des effectifs de l'administration centrale, 2020](#)

La France obtient des résultats solides en termes d'accès aux services publics, mais moins en termes de réactivité et de qualité.

La France se classe première parmi l'OCDE en ce qui concerne le reste à charge en proportion des dépenses de santé totales, et pour le taux de scolarisation des enfants de quatre ans (tableau de bord 1). Néanmoins, elle obtient des résultats moyens pour d'autres mesures de réactivité et de qualité des services publics (tableaux de bord 2 et 3).

Chapitre 14 – Au service des citoyens

Ressources publiques

France

OECD

Intervalle de valeurs de pays de l'OCDE

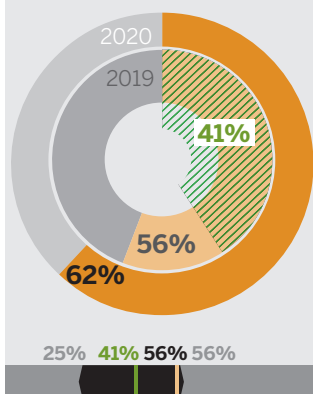
N.D. non disponible

Les valeurs ont été arrondies

Dépenses publiques

(2019, 2020)

% du PIB

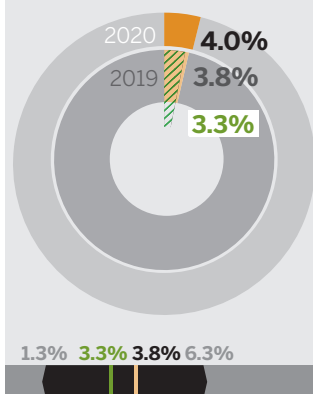


Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

Investissement public

(2019, 2020)

% du PIB

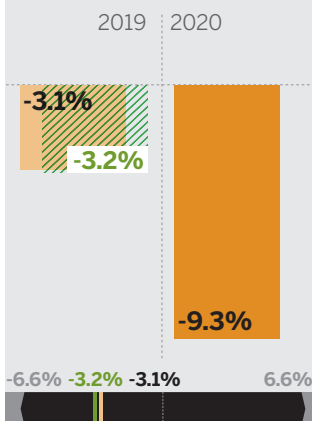


Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

Équilibre budgétaire

(2019, 2020)

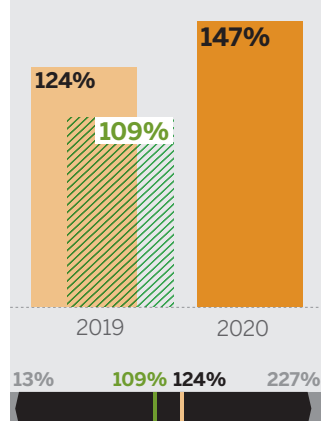
% du PIB



Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

Dette publique brute

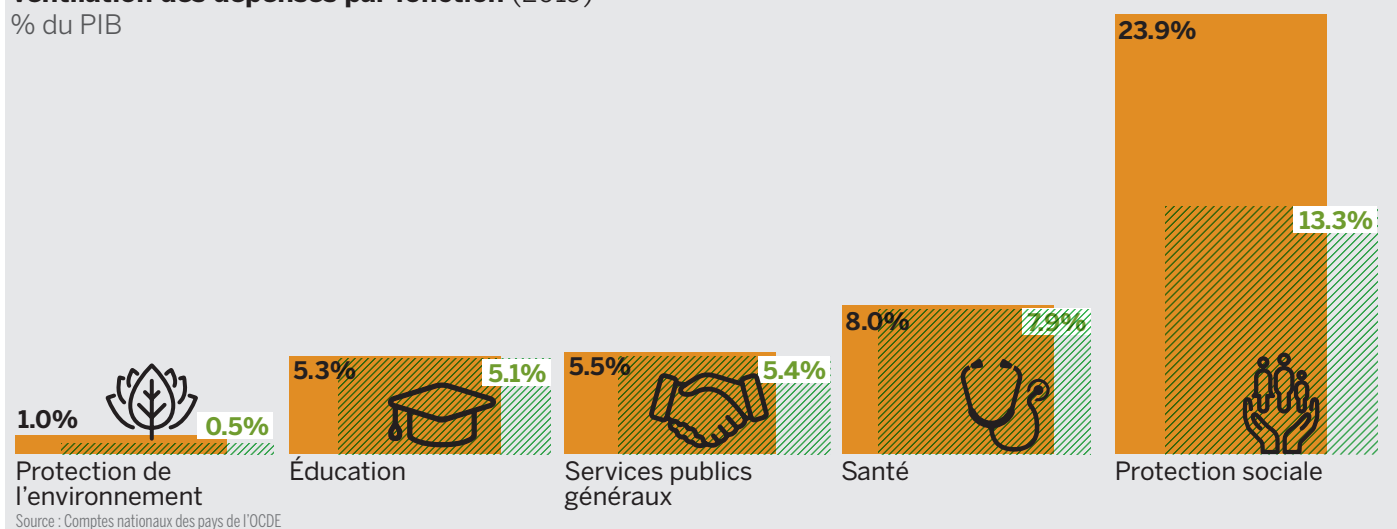
(Définition du SNA, 2019, 2020) % du PIB



Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

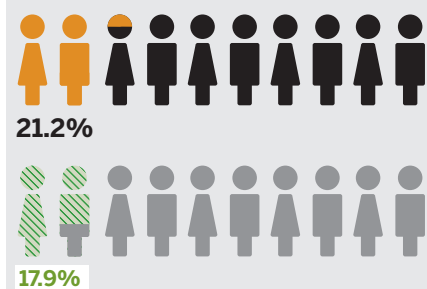
Ventilation des dépenses par fonction (2019)

% du PIB



Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

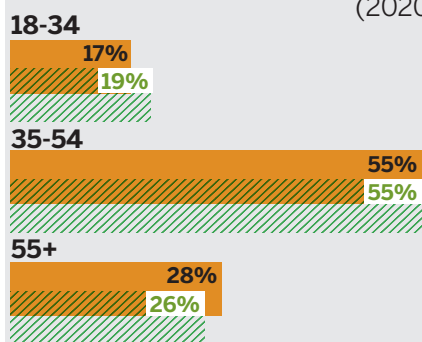
Emploi public général en % de l'emploi total (2019)



5.9% 17.9% 21.2% 30.7%

Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE

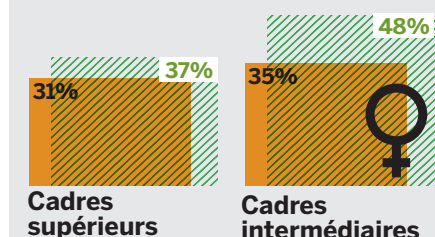
Fonctionnaires de l'administration centrale en fonction de l'âge (2020)



2% 17% 19% 33%

Source : Enquête de l'OCDE sur la composition du personnel dans le gouvernement central/fédéral

Part de femmes dans les postes de direction de l'administration centrale (2020)



4% 31% 37% 56%

Source : Enquête de l'OCDE sur la composition du personnel dans le gouvernement central/fédéral

Pratiques des pouvoirs publics

France

OECD

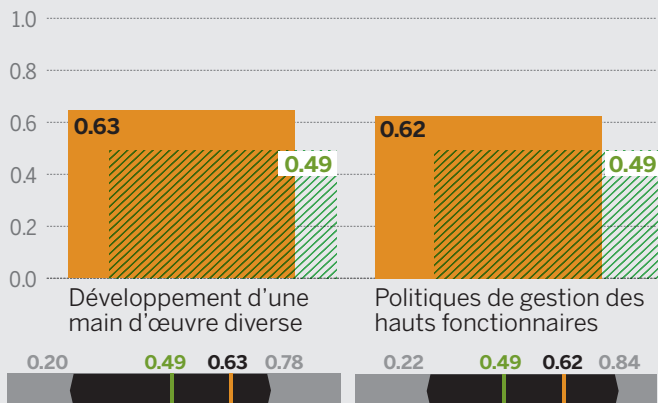
Intervalle de valeurs de pays de l'OCDE

N.D. non disponible

Les valeurs ont été arrondies

Indice composite de compétence et leadership dans le service public (2020)

De 0 (pire) à 1 (meilleur)



Outils de budgétisation verte (2021)

Évaluation environnementale ex ante ou ex post

OUI

12 OUI
2 NON

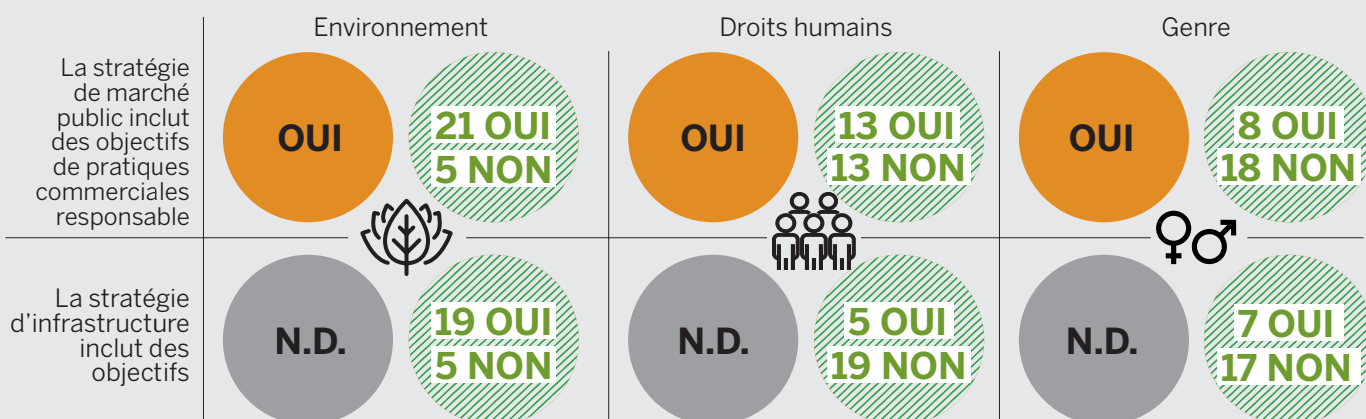
Cotation 'verte' du budget ex ante ou ex post

OUI

7 OUI
7 NON

Source : Enquête conjointe de l'OCDE et la Commission Européenne sur les pratiques émergentes de cotation budgétaire environnementale

Objectifs inclus dans les stratégies d'infrastructures et de marchés publics (2020)



Participation des citoyens et des parties prenantes (2020 ou 2021)

Consultation tôt dans le processus de création de loi

NON SYSTEMATIQUE

8 SYSTEMATIQUE 12 JAMAIS
27 NON SYSTEMATIQUE

Consultation des parties prenantes par les centres de gouvernement pour la reprise post COVID-19

OUI

18 OUI
8 NON

Consultation des parties prenantes par les centres de gouvernement pour les stratégies de gestion de la crise du COVID-19

OUI

20 OUI
6 NON

Portail central de l'administration publique pour les consultations en ligne

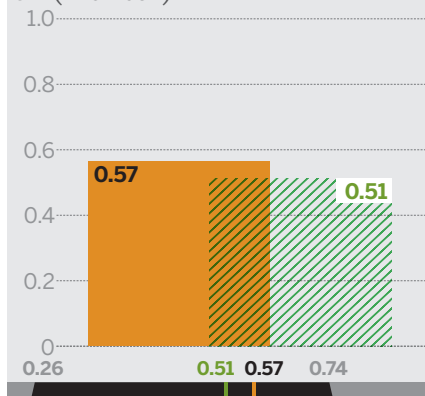
N.D.

22 OUI
10 NON

Source : Enquête de l'OCDE sur le rôle des centres de gouvernement dans la gestion de la crise du COVID-19, Enquête de l'OCDE sur le gouvernement ouvert et indicateurs de l'OCDE sur la politique réglementaire et la gouvernance (iREG)

Indice d'administration numérique (2019)

Indicateur composite de 0 (pire) à 1 (meilleur)



Résultats des pouvoirs publics

France

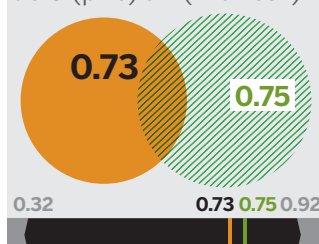
OECD

Intervalle de valeurs de pays de l'OCDE

N.D. non disponible

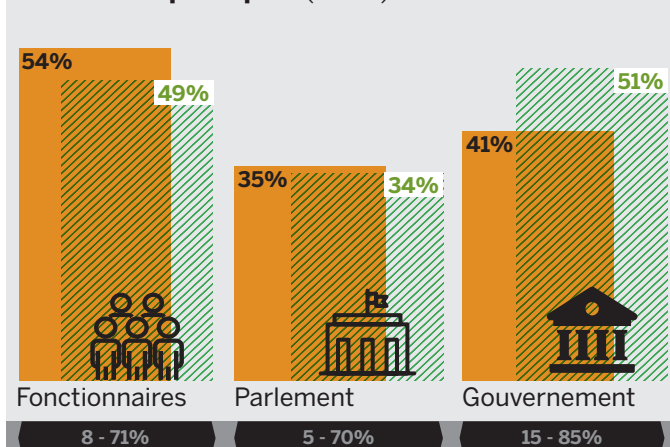
Les valeurs ont été arrondies

Les pouvoirs publics fournissent des informations sur le maintien de l'ordre public, les procédures établies et le respect des droits humains (2020) (Indice composite de 0 (pire) à 1 (meilleur))



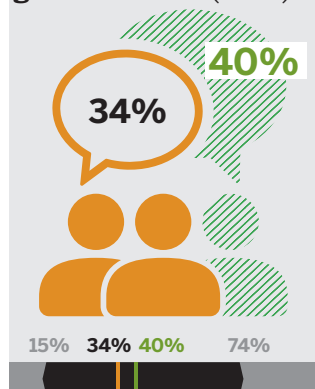
Source : World Justice Project, Rule of Law Index 2020

Citoyens qui déclarent avoir confiance dans les institutions publiques (2020)



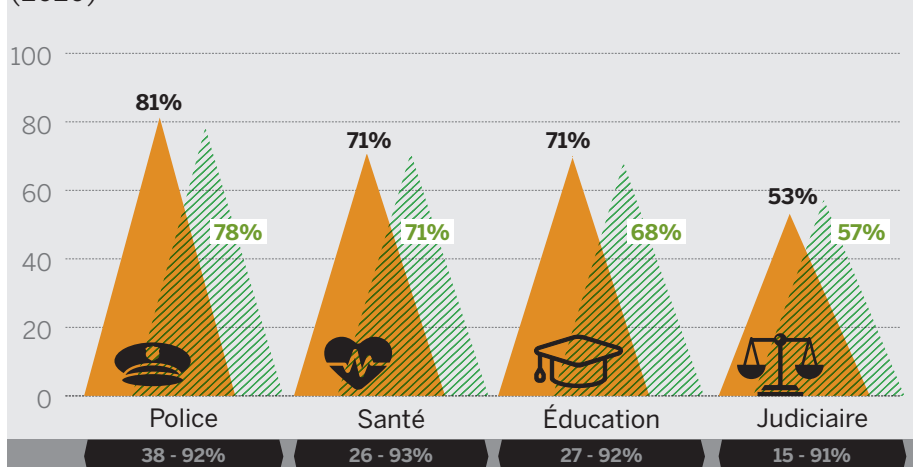
Source : Gallup World Poll, World Values Survey et European Values Study

Citoyens qui estiment avoir un mot à dire dans l'action du gouvernement (2018)



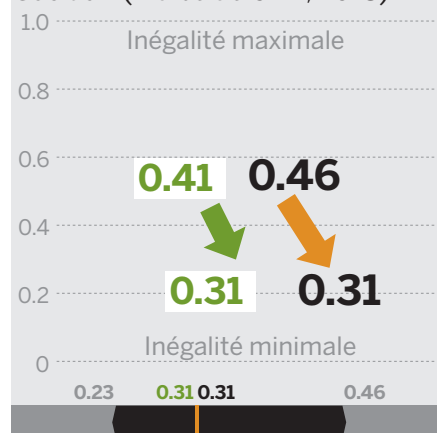
Source : Calculs de l'OCDE basés sur les vagues 8 et 9 de l'ESS et la vague 2017-2020 du World Values Survey

Citoyens qui disent avoir confiance dans les institutions publiques (2020)



Source : Gallup World Poll

Inégalité de revenus avant et après les impôts et transferts sociaux (indice de GINI, 2018)



Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus

Notes relatives aux graphiques

- Les données sur les finances publiques et l'économie, qui sont basées sur le Système de Comptabilité Nationale (SNA), ont été extraites le 11 mai 2021.
- Le solde budgétaire tel que rapporté dans le cadre du SNA, également appelé prêt net (+) ou emprunt net (-) du gouvernement, est calculé comme étant le total des recettes publiques moins le total des dépenses publiques.
- La dette publique brute est déclarée selon la définition du SNA, qui diffère de la définition appliquée selon le traité de Maastricht. Elle est définie comme tous les engagements qui exigent un ou plusieurs paiements d'intérêts ou de principal par le débiteur au créancier à une ou plusieurs dates futures. Tous les titres de créance sont des engagements, mais certains engagements tels que les actions, les capitaux propres et les produits financiers dérivés ne sont pas des dettes.
- La fourchette de valeurs de pays pour les effectifs de l'administration centrale par âge se réfère au groupe des 18-34 ans.
- Les données sur la confiance dans la fonction publique et le parlement sont de 2018 pour la plupart des pays.
- Les données pour la France portant sur le personnel du gouvernement central par âge, la part de femmes dans les postes de direction et indice composite de compétence et leadership datent de 2018.
- La fourchette de valeurs de pays pour la proportion des femmes occupant des postes de direction dans l'administration centrale se réfère aux cadres supérieurs.
- Citoyens qui se déclarent satisfaits des services publics : pour le judiciaire et la police, les données reflètent la part de citoyens qui déclarent avoir confiance dans l'institution.
- La fourchette de valeurs de pays pour l'inégalité des revenus avant et après impôts et transferts se réfère à l'indice GINI après transferts pour la population en âge de travailler.

Panorama des administrations publiques 2021

Publié tous les deux ans, Panorama des administrations publiques fournit des données fiables et internationalement comparables sur les activités des pouvoirs publics et leurs résultats dans les pays de l'OCDE.

L'édition 2021 inclut des indicateurs portant sur les intrants axés sur les finances publiques et l'emploi public ; les indicateurs de processus incluent des données sur les institutions, les pratiques budgétaires, la gestion des ressources humaines, la gouvernance de la réglementation, la passation des marchés publics, la gouvernance de l'infrastructure, l'intégrité du secteur public, et l'ouverture et la transition numérique de l'administration. Les indicateurs de résultat couvrent les principaux résultats des pouvoirs publics (ex. la confiance, l'efficacité politique, la réduction des inégalités) et les indicateurs portant sur l'accessibilité, la réactivité, la qualité et le degré de satisfaction à l'égard des services publics de l'éducation, de la santé et de la justice. Les indicateurs de gouvernance sont utiles pour surveiller et évaluer le progrès des administrations publiques dans les réformes du secteur public.



Chaque indicateur de la publication est présenté dans un format convivial, consistant en des graphiques ou des tableaux illustrant les variations à travers les pays de l'OCDE et le temps, de brèves analyses descriptives surlignant les points majeurs soulevés par les données, et une section méthodologique sur la définition de l'indicateur et toute limite de comparabilité des données.

Les tableaux Excel utilisés pour créer les tableaux et graphiques dans Panorama des administrations publiques 2021 sont disponibles via le StatLinks fourni tout au long de la publication : <https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Pour plus d'informations sur les données (dont la méthodologie complète et les notes relatives aux graphiques) et pour consulter tout profil de pays : <http://www.oecd.org/gov/govtaglance.htm>